

OBSERVATOIRE DES ÉCONOMIES ILLICITES EN AFRIQUE DE L'OUEST

NUMÉRO

1 SEPTEMBRE
2021

En résumé

1. Nord de la Côte d'Ivoire : nouvelles menaces djihadistes, anciens réseaux criminels.

La recrudescence de l'activité djihadiste dans le nord de la Côte d'Ivoire depuis juin 2020 s'est accompagnée d'une augmentation de l'activité criminelle dans la région frontalière de Bounkani. Bien que certains rapports indiquent que les djihadistes tirent parti des économies criminelles locales pour se financer (en particulier dans le sillage de la baisse des contributions extérieures), les experts de l'extrémisme violent en Côte d'Ivoire préviennent qu'il est facile de surestimer les liens entre les groupes djihadistes et les réseaux criminels, en soulignant les différences entre les divers marchés illicites. Cela dit, certains liens ont été établis qui, combinés au ciblage présumé de communautés vulnérables pour le recrutement d'extrémistes, indiquent un enracinement croissant des acteurs djihadistes dans le nord de la Côte d'Ivoire.

2. Les économies criminelles ont joué un rôle clé dans le massacre de Solhan au Burkina Faso.

Le 5 juin 2021, au moins 132 civils - et peut-être beaucoup plus - ont été tués lorsque des assaillants armés ont pris d'assaut un site d'extraction d'or informel près du village de Solhan. Ce massacre n'a pas seulement marqué une étape sinistre dans la violence intercommunautaire en cours au Burkina Faso, mais il a aussi montré à quel point des endroits comme Solhan peuvent devenir des points chauds de la violence lorsque divers acteurs se disputent le contrôle de l'accès aux ressources naturelles, comme l'or. Il souligne également l'émergence d'une dynamique dans laquelle les enfants soldats et les femmes combattantes sont directement impliqués dans des activités extrémistes violentes dans le pays.



Nord de la Côte d'Ivoire : nouvelles menaces djihadistes, anciens réseaux criminels

Juin 2020 a marqué le début d'une vague d'attentats organisés par des groupes djihadistes dans la région du Bounkani (Côte d'Ivoire), frontalière avec le Burkina Faso. Au moins 18 membres des forces de défense ivoiriennes ont perdu la vie dans des attentats, notamment à Kafolo le 11 juin 2020 et le 29 mars 2021, à Kolobougou le 29 mars 2021 et à Tougbo le 7 juin 2021. Les tactiques ainsi que les armes des groupes extrémistes violents présents dans la région du Bounkani ont également évolué, avec l'utilisation nouvelle d'engins explosifs improvisés (EEI). Le 12 juin 2021, trois soldats ont péri lors du passage de leur véhicule militaire sur un EEI sur l'axe Téhini-Togolokaye, près de la frontière avec le Burkina Faso.¹

Ces incidents illustrent la présence croissante d'un extrémisme violent dans le nord de la Côte d'Ivoire et témoignent d'une stratégie d'expansion de l'influence des groupes djihadistes au-delà de leurs bastions dans des États sahéliens enclavés comme le Mali, le Burkina Faso et le Niger jusqu'aux États côtiers d'Afrique de l'Ouest.²

Les forces de l'ordre locales ont attribué l'intensification d'une série d'activités criminelles dans la région du Bounkani depuis 2017 au renforcement de la présence de groupes djihadistes dans la région ainsi qu'à leur dépendance croissante vis-à-vis des sources de revenus ivoiriennes.³ Cependant, si des liens entre les acteurs djihadistes et certaines économies criminelles (vol de bétail, par exemple) ont été établis, on ignore toujours dans quelle mesure l'essor des marchés criminels dans la région du Bounkani résulte de l'influence djihadiste.

De nouveaux acteurs au sein d'économies criminelles solidement établies

Le nord de la Côte d'Ivoire constitue depuis longtemps une zone importante de trafic en raison de ses frontières poreuses avec le Mali et le Burkina Faso.⁴ En l'espace d'une décennie, les marchés criminels se sont développés et ont mûri en toute impunité à la faveur de la guerre civile du début des années 2000, qui a réduit le contrôle qu'exerçait l'État sur la région. Entre 2002 et 2011, après la division de facto de la Côte d'Ivoire entre le nord et le sud, les rebelles du nord ont mené des

activités criminelles transfrontalières lucratives.⁵ Dans le cadre d'un commerce triangulaire, des réseaux ont commencé à acheminer du carburant, du bois, du cannabis et d'autres marchandises de contrebande entre le Mali, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, ainsi que de l'or de Côte d'Ivoire – où les chefs rebelles contrôlaient certains sites miniers – vers le Burkina Faso.

Le retour partiel de l'autorité de l'État ivoirien en 2011 a contribué à limiter les activités de trafic dans l'extrême nord du pays, sans toutefois y mettre fin. Les marchés liés aux trafics illicites ont continué de prospérer. De plus, la frontière sud du Burkina Faso est actuellement connue pour être une zone lucrative pour bon nombre d'activités illicites, notamment le trafic d'armes, de stupéfiants, d'or, de véhicules motorisés et de cigarettes de contrebande.⁶

Associé à l'existence de communautés frontalières, qui se sentent à l'écart de la croissance économique du pays, et de marchés criminels florissants, le contrôle hétérogène exercé par l'État a ouvert, dans cette région transfrontalière, une brèche dans laquelle les groupes djihadistes se sont engouffrés.⁷ L'analyse des données recueillies par l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) fait état d'une « djihadisation du banditisme » dans le sud du Burkina Faso ces dernières années. Un certain nombre de groupes extrémistes violents, parmi lesquels Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM) et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), recrutent divers acteurs armés impliqués dans les marchés illicites.⁸ Les forces de l'ordre ivoiriennes mobilisées dans le nord de la Côte d'Ivoire, et Lassina Diarra, auteure d'un récent rapport sur les dynamiques extrémistes dans le nord de la Côte d'Ivoire, pointent du doigt une évolution similaire dans le nord du pays, notamment dans la région du Bounkani, où des éléments djihadistes, principalement du Mali et du Burkina Faso, s'insèrent dans les économies criminelles locales pour générer des ressources financières.⁹ De nombreux liens entre les groupes djihadistes et les activités illicites menées dans la région sont cependant encore ténus ou commencent seulement à se développer,¹⁰ et certains groupes criminels bien implantés à l'échelle locale ont

résisté aux tentatives djihadistes d'empiéter sur leur territoire. En outre, il existe des différences importantes au sein des marchés criminels quant à l'étendue de l'implication djihadiste.

Étendue des liens entre groupes criminels et djihadistes

La présence de groupes djihadistes en Côte d'Ivoire serait concentrée dans la région du Bounkani, qui compte parmi les régions les plus pauvres du pays, les villes de Bouna, Doropo et Téhini, proches de la frontière avec le Burkina Faso, étant considérées comme des points névralgiques. Des mouvements et activités djihadistes ont également

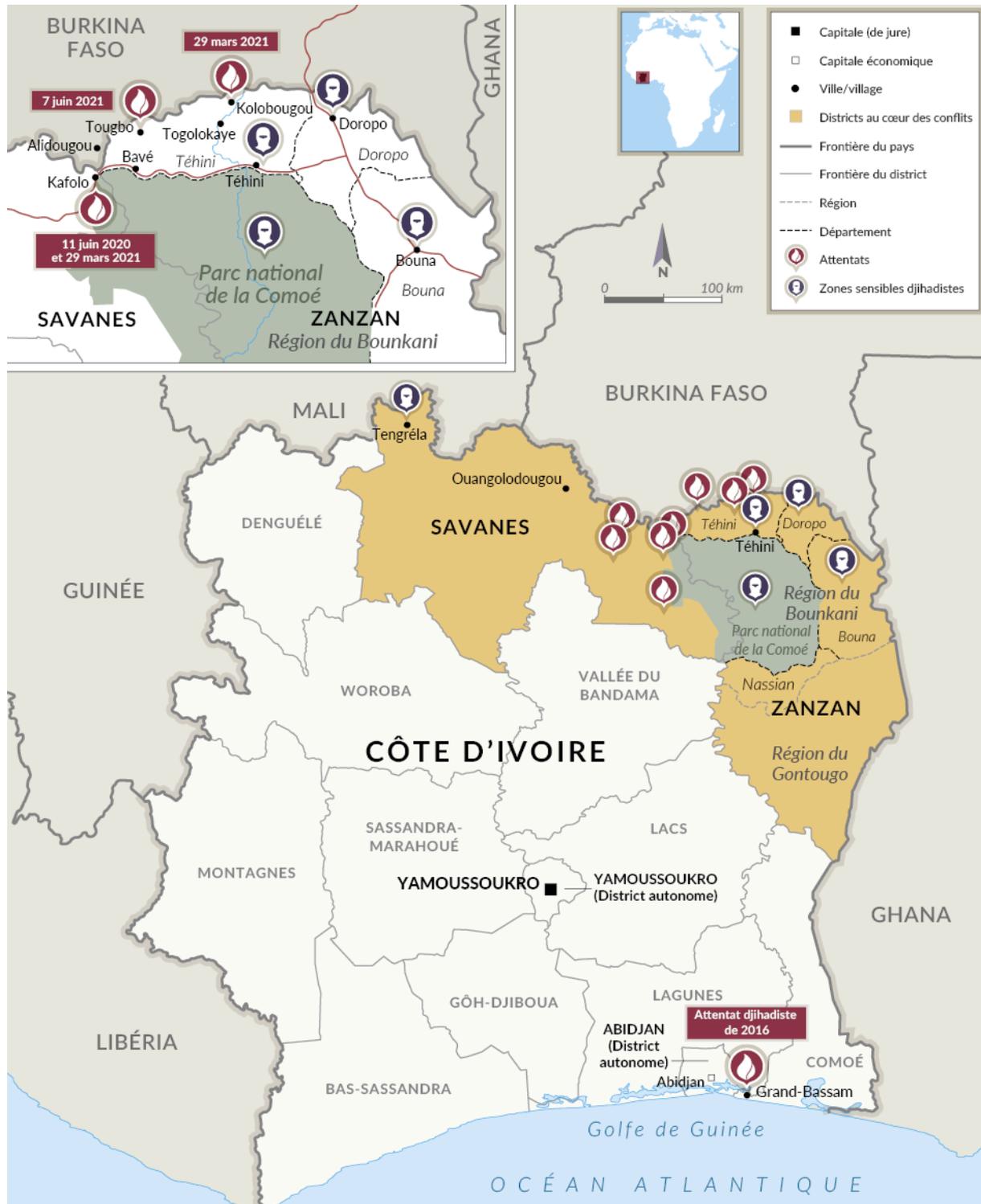


Figure 1 Cibles d'attaques djihadistes en Côte d'Ivoire, 2016-2021.

été signalés dans la zone de Tengréla (district des Savanes), proche de la frontière malienne.¹¹

Les agents des forces de l'ordre du Bounkani attribuent l'augmentation de trois marchés illicites – vols à main armée d'individus et de magasins, vols à main armée sur les routes, et enlèvements contre rançon – aux groupes djihadistes. Il est essentiel de faire preuve de prudence lors de l'établissement de tels liens, car ces activités illicites ont également lieu dans d'autres régions et la fréquence de ces agissements peut dépendre de divers facteurs, notamment des difficultés économiques dues à la pandémie de COVID-19 et les capacités diminuées des forces de l'ordre locales.¹²

Au cours des recherches menées dans le cadre de la réalisation du présent rapport, des agents de renseignement ivoiriens à Ouangolodougou, ville située à 30 km de la frontière du Burkina Faso, ont signalé une hausse des incidents dans les maisons et les magasins des quartiers de Doropo et de Bouna dans le Bounkani depuis fin 2020,¹³ avec au moins 20 événements distincts survenus entre octobre 2020 et mars 2021. Selon les responsables du renseignement d'Abidjan, ces attaques ont un double objectif : générer des fonds pour les malfaiteurs djihadistes – les montants estimés s'élèvent à 14 millions de francs CFA (environ 21 000 €) – et intimider des personnalités locales influentes qui collaborent avec les forces de défense étatiques.¹⁴

Depuis 2018, le Bounkani est également confronté à une augmentation des barrages routiers mis en place par des acteurs connus sous le nom de « coupeurs de route » sur certaines routes dans l'optique de dérober les voyageurs.²¹ Entre 2018 et 2021, plus de 20 vols à main armée sur les routes ont été signalés aux forces de l'ordre dans la région du Bounkani, essentiellement dans les départements de Doropo, Bouna et Téhini.²² Selon les conclusions d'enquêtes menées par des agents du renseignement en Côte d'Ivoire, ces attaques ont été principalement organisées par des djihadistes voulant pallier une baisse de ressources due au manque d'aide financière de leurs affiliés à l'étranger.²³ Des témoignages de victimes des attaques de septembre 2020, qui ont affirmé que les auteurs étaient armés de kalachnikovs et ont émergé du parc national de la Comoé (où l'on sait que les groupes djihadistes s'abritent), viennent corroborer ce lien.²⁴ Certains acteurs comme Kambiré Samuel, condamné à 10 ans de prison en 2019 pour de multiples chefs de vol à main armée sur l'axe Téhini-Bave dans la

région du Bounkani, n'ont cependant aucun lien signalé avec des groupes djihadistes.²⁵

Les forces de l'ordre d'Ouangolodougou ont également fait état d'une hausse des enlèvements depuis septembre 2020 dans les départements de Doropo, Bouna et Téhini, avec cinq cas identifiés entre septembre 2020 et juillet 2021.²⁶ Ces cinq enlèvements ciblaient des commerçants locaux et auraient permis de générer au moins 45 millions de francs CFA (68 500 €) au total.²⁷ Un agent des services de renseignement d'Abidjan, le moteur économique du pays, soutient les allégations des forces de l'ordre régionales selon lesquelles les ravisseurs sont affiliés à des groupes djihadistes.²⁸

Dans le nord de la Côte d'Ivoire plus généralement, les sites d'extraction d'or ont été ciblés par des groupes djihadistes, reflétant une tendance également observée au Mali et au Burkina Faso.²⁹ Depuis juillet 2021, des djihadistes auraient pris le contrôle de sites aurifères dans le triangle formé par Kologbo, Zepô et Hentira (Burkina Faso)³⁰ et intensifié leurs activités autour de l'orpaillage artisanal dans les villages de Togolokaye et Lorogbo (département de Téhini).³¹ L'or extrait de ces sites est écoulé par des réseaux d'achat basés au Burkina Faso. Selon un acheteur d'or local à Ouangolodougou, les groupes djihadistes ne sont pas eux-mêmes impliqués dans l'extraction, et l'on compte parmi les mineurs à la fois des Ivoiriens et des Burkinabè.³² Les djihadistes mettraient à disposition des détecteurs de métaux aux mineurs en échange de leur coopération.³³

Les enquêtes ivoiriennes ont également mis en évidence des liens entre le chef d'un vaste réseau impliqué dans le vol de bétail (l'une des activités illicites régionales les plus lucratives) et des personnalités djihadistes régionales.³⁴ Connu sous le nom de « Hadou », le meneur présumé, burkinabè d'origine fulani, était basé à Ouangolodougou, d'où il aurait coordonné un vaste réseau de vol de bétail sévissant dans le nord de la Côte d'Ivoire, jusqu'à son arrestation en 2019. Selon des sources d'information, entre 2017 et l'arrestation de Hadou en 2019, le réseau a été à l'origine du trafic illégal d'environ 400 bœufs et 200 moutons, pour un chiffre d'affaires environ 60 millions de francs CFA (91 400 €).³⁵ Les têtes de bétail volées ont été vendues à des boucheries ivoiriennes en vue d'être consommées principalement dans de grandes villes comme Abidjan.

Hadou aurait été en contact avec des personnes proches de figures djihadistes régionales clés telles que Hamza

L'ATTENTAT DE KAFOLO EN 2020 ET HAMZA

Le 11 juin 2020, à Kafolo, un groupe de militants a attaqué un poste commun à l'armée et à la police, événement marquant une nette escalade de la violence dans le nord de la Côte d'Ivoire. Bien que les autorités ivoiriennes craignaient depuis longtemps des attaques

djihadistes dans la région,¹⁵ l'ampleur, le degré de sophistication et l'orientation stratégique de l'attaque – une opération nocturne impliquant 30 hommes équipés de radios pour communiquer – ont pris les autorités par surprise.¹⁶



Ville près de Kafolo, dans le nord de la Côte d'Ivoire, où s'est produite l'attaque de juin 2020.

Photo: Issouf Sanogo/AFP via Getty Images

Attribué à des militants de la katiba Macina affiliés au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin, JNIM), l'attentat a fait 14 morts au sein de l'armée et de la police ivoiriennes. Il s'agirait d'un acte de représailles faisant suite à une opération conjointe ivoiro-burkinabè menée le mois précédent¹⁷ contre un groupe djihadiste d'une cinquantaine de membres dirigé par le burkinabè Rasmane Dramane Sidibé, connu sous le pseudonyme de « Hamza ».¹⁸ Hamza est proche du Malien Amadou

Koufa, qui dirige la katiba Macina et aurait envoyé Hamza en Côte d'Ivoire en 2019 dans le but de recruter et de développer une cellule djihadiste locale.¹⁹ Selon des responsables militaires locaux, l'objectif de Hamza serait de créer un sanctuaire pour les djihadistes le long des frontières ivoirienne, burkinabè et malienne, similaire à la zone tri-frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, où les groupes djihadistes ont fortement intégré les populations et les économies locales.²⁰

(voir ci-dessus) et le cousin de ce dernier, Ali Sidibé, dit « Sofiane », qui a été arrêté par des responsables ivoiriens pour avoir prétendument coordonné l'attaque à Kafolo en juin 2020.³⁶ Bien que les vols de bétail se poursuivent, ils n'ont pas atteint l'ampleur ni le niveau d'organisation du

gang de Hadou. Des témoignages locaux font encore état de liens entre les activités de vol de bétail et les groupes djihadistes,³⁷ mais les forces de l'ordre de la région affirment que cela n'a pas encore été prouvé.³⁸

Il existe également des craintes vis-à-vis d'une implication djihadiste dans le commerce illégal d'espèces sauvages. Comme mentionné précédemment, le Parc national de la Comoé – épaisse zone forestière d'un million d'hectares au nord-est de la Côte d'Ivoire – abrite différents acteurs djihadistes et criminels, bien que les récentes opérations militaires les aient empêchés de s'y installer complètement.³⁹ Si, à ce jour, aucun témoignage ne confirme une exploitation des ressources naturelles du parc par ces groupes (bois précieux et espèces menacées, par exemple), les djihadistes auraient – selon un agent du renseignement à Ouangolodougou – promis aux habitants locaux qu'ils pourraient exploiter ces ressources après avoir fait fuir les forces de sécurité.⁴⁰ Des tendances similaires ont été observées dans les différentes réserves naturelles du Burkina Faso⁴¹: des groupes djihadistes courtisent les populations locales en leur donnant accès à des ressources interdites par l'État, favorisant ainsi des modalités de gouvernance alternatives. Les djihadistes auraient déjà ciblé les éléments vulnérables au sein de la population, en particulier les jeunes sans emploi, en vue de les recruter, en leur offrant de l'argent et des motos afin de les encourager.⁴²

Une implication djihadiste facile à surestimer... mais qu'il serait dangereux de sous-estimer

Alors que l'activité djihadiste en Côte d'Ivoire est souvent présentée comme une menace « étrangère » par les autorités,⁴³ les services de renseignement régionaux ivoiriens ont souligné à plusieurs reprises une escalade parmi les groupes djihadistes qui s'appuient sur les économies illicites intérieures en tant que sources de revenus.⁴⁴ Ces arguments méritent une analyse approfondie : ceux qui traitent la menace comme une menace externe peuvent sous-estimer l'implication,

voire l'intégration, des groupes djihadistes au sein des marchés illicites nationaux, tandis que les autorités ivoiriennes peuvent avoir intérêt à mettre en évidence la menace djihadiste en vue de mobiliser des ressources auprès de partenaires étrangers. Penché sur la question de la Côte d'Ivoire depuis plus de 15 ans, le spécialiste de l'extrémisme violent Philippe Assale met en garde contre la simplification excessive de tels liens.⁴⁵

Il convient donc de dresser un tableau nuancé : si certains groupes djihadistes en Côte d'Ivoire semblent en effet puiser des ressources sur les marchés illicites nationaux, ces liens sont faciles à surestimer et diffèrent d'un marché à l'autre. En outre, l'équilibre entre financement extérieur et financement intérieur des groupes djihadistes n'est pas clair, et il ne faut pas supposer que les groupes djihadistes sont exclusivement financés par des activités illicites en Côte d'Ivoire. Néanmoins, si les groupes djihadistes parvenaient à générer des revenus stables sur ces marchés illicites, ils pourraient être en mesure de maintenir et potentiellement d'augmenter leur capacité à perpétrer des attaques sophistiquées, comme celle de Kafolo. L'implication croissante d'acteurs djihadistes dans les réseaux criminels pourrait également conduire à une intensification de la violence des activités criminelles, tandis que leur cohabitation avec les populations locales pourrait également favoriser le recrutement d'extrémistes. Dans la mesure où les acteurs extrémistes et les réseaux criminels opèrent de plus en plus dans le même espace et cherchent à bénéficier de ressources similaires, les distinctions entre ces deux groupes d'acteurs risquent de devenir de plus en plus floues, tandis que le rôle des économies illicites du nord de la Côte d'Ivoire dans l'approvisionnement des groupes extrémistes est susceptible de se renforcer progressivement.

Notes

1. Chef d'état-major militaire Lassina Doumbia, déclaration, RTI, 13 juin 2021, <https://www.fratmat.info/article/213424/politique/boukaniaxe-tehini-togolokaye-une-patrouille-de-larmee-objet-dune-attaque-complexe-bilan-03-morts-et-04-blesses-communiqu>.
2. Entretien avec William Assanvo, chercheur à l'Institut d'études de sécurité, Abidjan, 15 juillet 2021.
3. Entretien avec Lassina Diarra, chercheuse spécialisée dans le terrorisme, Abidjan, 1er juillet 2021 ; Lassina Diarra, *Radicalisation et perception de la menace terroriste dans l'extrême-Nord de la Côte d'Ivoire*, Institut de Tombouctou, 7 juin 2021, <https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/468-rapport-inedit-radicalisation-et-perception-de-la-menace-terroriste-dans-l-extreme-nord-de-la-cote-d-ivoire>; entretien avec un officier des services de renseignement, Ouangolodougou, 23 juillet 2021.
4. *Nord des pays du Golf de Guinée – La nouvelle frontière des groupes jihadistes ?*, Promédiation et Konrad Adenauer Stiftung, avril 2021, <https://www.kas.de/fr/veranstaltungen/detail/-/content/nord-des-pays-du-golfe-de-guinee-la-nouvelle-frontiere-des-groupes-jihadistes>.
5. Entretien avec Hermann Crizoa, criminologue, Abidjan, 23 juin 2021.
6. *Nord des pays du Golf de Guinée – La nouvelle frontière des groupes jihadistes ?*, Promédiation et Konrad Adenauer Stiftung, avril 2021, <https://www.kas.de/fr/veranstaltungen/detail/-/content/nord-des-pays-du-golfe-de-guinee-la-nouvelle-frontiere-des-groupes-jihadistes>.

7. Lassina Diarra, *Radicalisation et perception de la menace terroriste dans l'extrême-Nord de la Côte d'Ivoire*, Institut de Tombouctou, 7 juin 2021, <https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/468-rapport-inedit-radicalisation-et-perception-de-la-menace-terroriste-dans-l-extreme-nord-de-la-cote-d-ivoire>.
8. *In light of the Kafolo attacks: the jihadi militant threat in the Burkina Faso and Ivory Coast borderlands* (À la lumière des attentats de Kafolo : la menace militante djihadiste aux confins du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire), Armed Conflict Location & Event Data Project, 24 août 2020, <https://acleddata.com/2020/08/24/in-light-of-the-kafolo-attack-the-jihadi-militant-threat-in-the-burkina-faso-and-ivory-coast-borderlands/>.
9. Lassina Diarra, *Radicalisation et perception de la menace terroriste dans l'extrême-Nord de la Côte d'Ivoire*, Institut de Tombouctou, 7 juin 2021, <https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/468-rapport-inedit-radicalisation-et-perception-de-la-menace-terroriste-dans-l-extreme-nord-de-la-cote-d-ivoire>; entretien avec un agent des forces de l'ordre, Ouangolodougou, 23 juillet 2021.
10. Entretien avec Philippe Assale, chercheur spécialisé dans l'extrémisme violent, Abidjan, 13 juillet 2021.
11. *Nord des pays du Golf de Guinée – La nouvelle frontière des groupes jihadistes?*, Promédiation et Konrad Adenauer Stiftung, avril 2021, <https://www.kas.de/fr/veranstaltungen/detail/-/content/nord-des-pays-du-golfe-de-guinee-la-nouvelle-frontiere-des-groupes-jihadistes>.
12. Entretien avec Philippe Assale, chercheur spécialisé dans l'extrémisme violent, Abidjan, 13 juillet 2021.
13. Entretien avec un agent des services de renseignement, Ouangolodougou, 23 juillet 2021.
14. Entretien avec un agent des services de renseignement, Abidjan, 28 juillet 2021.
15. Entretien avec Arthur Banga, chercheur militaire, Abidjan, 21 juin 2021.
16. Vincent Duhem, *Terrorisme : l'attaque de Kafolo, un tournant pour la Côte d'Ivoire ?*, *Jeune Afrique*, 15 juin 2020, <https://www.jeuneafrique.com/1000865/politique/terrorisme-lattaque-de-kafolo-un-tournant-pour-la-cote-divoire/>.
17. Entretien avec un responsable de l'armée, Abidjan, 14 juillet 2021.
18. Cyril Bensimon, *La menace djihadiste s'enracine en Côte d'Ivoire*, *Le Monde*, 7 juillet 2021, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/07/07/en-cote-d-ivoire-une-menace-djihadiste-qui-s-enracine_6087398_3212.html; *In light of the Kafolo attacks: the jihadi militant threat in the Burkina Faso and Ivory Coast borderlands* (À la lumière des attentats de Kafolo : la menace militante djihadiste aux confins du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire), Armed Conflict Location & Event Data Project, 24 août 2020, <https://acleddata.com/2020/08/24/in-light-of-the-kafolo-attack-the-jihadi-militant-threat-in-the-burkina-faso-and-ivory-coast-borderlands/>.
19. *Burkina Faso - Côte d'Ivoire : les secrets de l'opération antiterroriste « Comoe »*, *Jeune Afrique*, 10 juin 2020, <https://www.jeuneafrique.com/998211/politique/burkina-faso-cote-divoire-les-secrets-de-loperation-antiterroriste/>.
20. Entretien avec un responsable de l'armée, Abidjan, 14 juillet 2021.
21. Entretien avec un agent des forces de l'ordre, Ouangolodougou, 23 juillet 2021 ; Justin Coulibaly, *Côte d'Ivoire : le roi de Nassian braqué par des coupeurs de route, des Microbes?*, *Afrik.com*, 14 juillet 2020, <https://www.afrik.com/cote-d-ivoire-le-roi-de-nassian-braque-par-des-coupeurs-de-route-des-microbes>. Bien que les autorités ivoiriennes fassent état d'une diminution globale des « coupeurs de route » entre 2019 et 2020, les forces de l'ordre de la région du Bounkani ne l'ont pas corroborée. Voir *Baisse du phénomène des coupeurs de route en Côte d'Ivoire*, APA News, 4 février 2021, <http://apanews.net/fr/news/reduction-du-phenomene-des-coupeurs-de-route-en-cote-divoire-etat-major>.
22. Entretien avec un agent des forces de l'ordre, Ouangolodougou, 23 juillet 2021.
23. Ibid.
24. 12 coupeurs de route mis en déroute par la gendarmerie sur l'axe Koutouba-Mango (Bounkani), Agence de presse ivoirienne, 27 septembre 2020, <https://www.aipci.net/cote-divoire-aip-12-coupeurs-de-route-mis-en-deroute-par-la-gendarmerie-sur-laxe-koutouba-mango-bounkani/>.
25. *Un coupeur de route condamné à 10 ans de prison ferme à Bouna*, *Abidjan.net*, 14 août 2019, <https://news.abidjan.net/articles/661847/titre?redirect=true>.
26. Entretien avec un agent des services de renseignement, Ouangolodougou, 23 juillet 2021.
27. Trois des otages ont payé chacun 5 millions de francs CFA (7618 €) pour leur libération. Un quatrième a payé 20 millions de CFA (30 473 €). Le cinquième et dernier otage a payé 10 millions de francs CFA (15 236 €). Entretien avec un agent des services de renseignement, Ouangolodougou, 23 juillet 2021.
28. Entretien avec un agent des services de renseignement, Abidjan, 28 juillet 2021.
29. William Assanvo, Baba Dakono, Lori-Anne Théroix-Bénoni et Ibrahim Maïga, *Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma*, Institut d'études de sécurité, 10 décembre 2019, <https://issafrica.org/fr/recherches/rapport-sur-lafrique-de-louest/extremisme-violent-criminalite-organisee-et-conflits-locaux-dans-le-liptako-gourma>.
30. Entretien avec un agent des services de renseignement, Ouangolodougou, 23 juillet 2021.
31. Ibid.
32. Entretien avec un acheteur d'or, Ouangolodougou, 23 juillet 2021.
33. La manière dont les groupes djihadistes tirent des revenus de ces sites – que ce soit en assurant leur sécurité, via la fiscalité ou en participant directement à des ventes – ainsi que les revenus qu'ils peuvent générer restent flous et mal définis. Lassina Diarra, *Radicalisation et perception de la menace terroriste dans l'extrême-Nord de la Côte d'Ivoire*, Timbuktu Institute, 7 juin 2021, <https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/468-rapport-inedit-radicalisation-et-perception-de-la-menace-terroriste-dans-l-extreme-nord-de-la-cote-d-ivoire>; William Assanvo, Baba Dakono, Lori-Anne Théroix-Bénoni et Ibrahim Maïga, *Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma*, Institut d'études de sécurité, 10 décembre 2019, <https://issafrica.org/fr/recherches/rapport-sur-lafrique-de-louest/extremisme-violent-criminalite-organisee-et-conflits-locaux-dans-le-liptako-gourma>.
34. Ibid.
35. Entretien avec un agent des services de renseignement, Ouangolodougou, 23 juillet 2021.
36. Ibid. Après son arrestation en juin 2020, Sofiane aurait avoué ses liens avec Amadou Koufa, fondateur de katiba Macina. Vincent Duhem, *Côte d'Ivoire : comment les jihadistes tentent de s'implanter dans le nord*, *Jeune Afrique*, 20 mai 2021, <https://www.jeuneafrique.com/1174346/politique/cote-divoire-comment-les-jihadistes-tentent-de-simplanter-dans-le-nord/>.

37. *Nord des pays du Golf de Guinée – La nouvelle frontière des groupes jihadistes?*, Promédiation et Konrad Adenauer Stiftung, avril 2021, <https://www.kas.de/fr/veranstaltungen/detail/-/content/nord-des-pays-du-golfe-de-guinee-la-nouvelle-frontiere-des-groupes-jihadistes>.
38. Entretien avec un agent des services de renseignement, Ouangolodougou, 23 juillet 2021.
39. Entretien avec un responsable de l'armée, Abidjan, 14 juillet 2021.
40. Entretien avec un agent des forces de l'ordre, Ouangolodougou, 23 juillet 2021.
41. Henry Wilkins et Danielle Paquette, *Burkina Faso's wildlife reserves have become a battle zone, overrun by militants and poachers* (Les réserves fauniques du Burkina Faso sont devenues une zone de combat, envahie par les militants et les braconniers), *The Washington Post*, 13 septembre 2020, [https://www.washingtonpost.com/world/africa/burkina-fasos-wildlife-reserves-have-become-a-battle-zone-overrun-by-](https://www.washingtonpost.com/world/africa/burkina-fasos-wildlife-reserves-have-become-a-battle-zone-overrun-by-militants-and-poachers/2020/09/12/dae444bc-f1c0-11ea-9279-45d6bdf145f_story.html)
42. Vincent Duhem, *Côte d'Ivoire : comment les jihadistes tentent de s'implanter dans le nord*, *Jeune Afrique*, 20 mai 2021, <https://www.jeuneafrique.com/1174346/politique/cote-divoire-comment-les-jihadistes-tentent-de-simplanter-dans-le-nord/>.
43. Guillaume Assanvo, *Le terrorisme en Côte d'Ivoire ne relève plus seulement d'une menace extérieure*, Institut d'études de sécurité, 15 juin 2021, <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-terrorisme-en-cote-divoire-ne-releve-plus-seulement-dune-menace-exterieure>.
44. Entretien avec un agent des forces de l'ordre, Ouangolodougou, 23 juillet 2021.
45. Entretien avec Philippe Assale, chercheur spécialisé dans l'extrémisme violent, Abidjan, 13 juillet 2021.

Les économies criminelles ont joué un rôle clé dans le massacre de Solhan au Burkina Faso

Aux premières heures du 5 juin 2021, des assaillants armés sont arrivés sur un site d'extraction d'or informel près du village de Solhan, au Burkina Faso, et ont tué 132 civils selon les chiffres officiels, bien que des sources locales aient fait état d'au moins 160 morts.¹

Un rescapé, « Alassane », dont le nom a été changé, s'est réveillé au son de coups de feu vers 2 heures du matin. Alors que d'autres plongeaient dans les étroits puits de mine, il a tenté de se cacher dans une maison, mais les assaillants l'ont rapidement découvert et lui ont tiré deux balles à bout portant. L'une a traversé son bras ; l'autre a traversé ses deux jambes, menant à la perte d'un testicule. Il a survécu en faisant le mort.²

Ce massacre est le pire attentat terroriste perpétré au Burkina Faso depuis 2015, année durant laquelle a commencé le dernier cycle de violence djihadiste en date. Depuis lors, les forces de l'État du Burkina Faso et les milices soutenues par le gouvernement, connues sous le nom de Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), se battent contre divers acteurs de groupes armés, certains liés au JNIM, qui est affilié à Al-Qaïda, et contre l'EIGS. D'autres acteurs, dont des bandits et des groupes criminels, opèrent dans ce milieu, souvent en conjonction avec des VDP et des groupes djihadistes. Les citoyens auraient souvent été la cible de VDP, de groupes djihadistes et même des forces de sécurité de l'État.³

Fait troublant, des enfants soldats ont pour la première fois pris part à un conflit majeur au Burkina Faso lors du massacre de Solhan. Alassane affirme que ses agresseurs étaient de jeunes adolescents âgés d'une quinzaine d'années,⁴ et la GI-TOC a parlé à quatre témoins qui confirment tous que la majorité des assaillants étaient des enfants soldats.⁵ Une déclaration du ministre burkinabè de la Communication, Ousseni Tamboura, a également confirmé que la plupart des combattants qui ont perpétré l'attentat de Solhan étaient des enfants.⁶ Cela semble refléter une tendance plus large, le nombre d'enfants soldats détectés au Burkina Faso ayant considérablement augmenté en 2021.⁷

Au moment de la préparation de ce bulletin, il n'a pas été possible de vérifier où et comment les enfants ont été recrutés, mais un membre de VDP de la province du Yagha, où se trouve Solhan, a déclaré que les enfants soldats avaient été recrutés dans la région.⁸ Des témoins ont par ailleurs attesté la présence de femmes parmi les assaillants de Solhan.⁹ Un membre du VDP et un expert local des groupes extrémistes ont indiqué à la GI-TOC que, dans certains cas, des enfants et des femmes rejoignaient les groupes extrémistes avec un patriarcat familial et prenaient part également aux combats.¹⁰

Au moment de la rédaction du présent rapport, il n'est pas possible d'identifier clairement le groupe armé responsable du massacre. La population locale fait rarement la distinction entre l'EIGS et le JNIM sur le terrain, et les affiliations sont souvent obscures. Les preuves disponibles indiquent qu'un groupe vaguement affilié au JNIM aurait mené l'attaque.¹¹ La publication par le JNIM d'une déclaration niant toute responsabilité et condamnant l'attentat¹² pourrait être une tentative de maintenir, pour le JNIM, l'image d'un groupe extrémiste plus modéré par rapport à l'EIGS.¹³

Il existe des théories concurrentes quant au motif de l'attentat. Plusieurs commentateurs du conflit au Burkina Faso, dont Human Rights Watch, ont indiqué que le massacre de Solhan était un acte de vengeance djihadiste suite au recrutement de VDP à la mine,¹⁴ mais la réalité est plus complexe et liée aux économies criminelles de la province.¹⁵

Économies criminelles dans la province du Yagha

Les rapports entre groupes armés et réseaux criminels sont complexes et divers. Les groupes extrémistes organisent parfois des rackets de protection, tandis que des bandits sans motivation idéologique rejoignent régulièrement des groupes extrémistes pour mener des activités criminelles et bénéficient également du soutien de réseaux criminels plus importants.¹⁶ Selon Ousseni Nacanabo, représentant d'une association minière artisanale au Yagha, « il existe trois types de djihadistes : les voleurs à main armée, ceux qui ne veulent que de l'argent et sont prêts à tout et ceux qui croient vraiment

au dessein djihadiste ». ¹⁷ Analyste au Centre de suivi et d'analyses citoyens des politiques publiques, Siaka Coulibaly estime que seuls 15 % peut-être des combattants des groupes armés du Burkina Faso pourraient être considérés comme de véritables djihadistes du point de vue de l'idéologie. ¹⁸

Tous les acteurs du conflit au Yagha – les JNIM, EIGS et VDP – tirent des revenus d'activités criminelles. Selon Héni Nsaibia, chercheur à l'Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), les principales activités économiques criminelles dans la province du Yagha sont « l'exploitation minière illégale, le vol de bétail et la

contrebande de carburant, ainsi que la contrebande et le commerce d'autres biens et types de contrebande. » ¹⁹

La contrebande de carburant est répandue dans toute l'Afrique de l'Ouest, et une grande partie du carburant de contrebande entrant au Burkina Faso provient de pays côtiers limitrophes, tels que le Ghana et le Togo. Dans la province du Yagha, des groupes extrémistes extorquent de l'argent aux criminels en échange d'un passage sûr du carburant dans la province. Ce sont toutefois les mines d'or artisanales qui sont considérées comme la plus grande source de revenus pour les groupes extrémistes au Yagha, et ce, dans une large mesure. Des groupes armés soutirent une zakât (impôt)

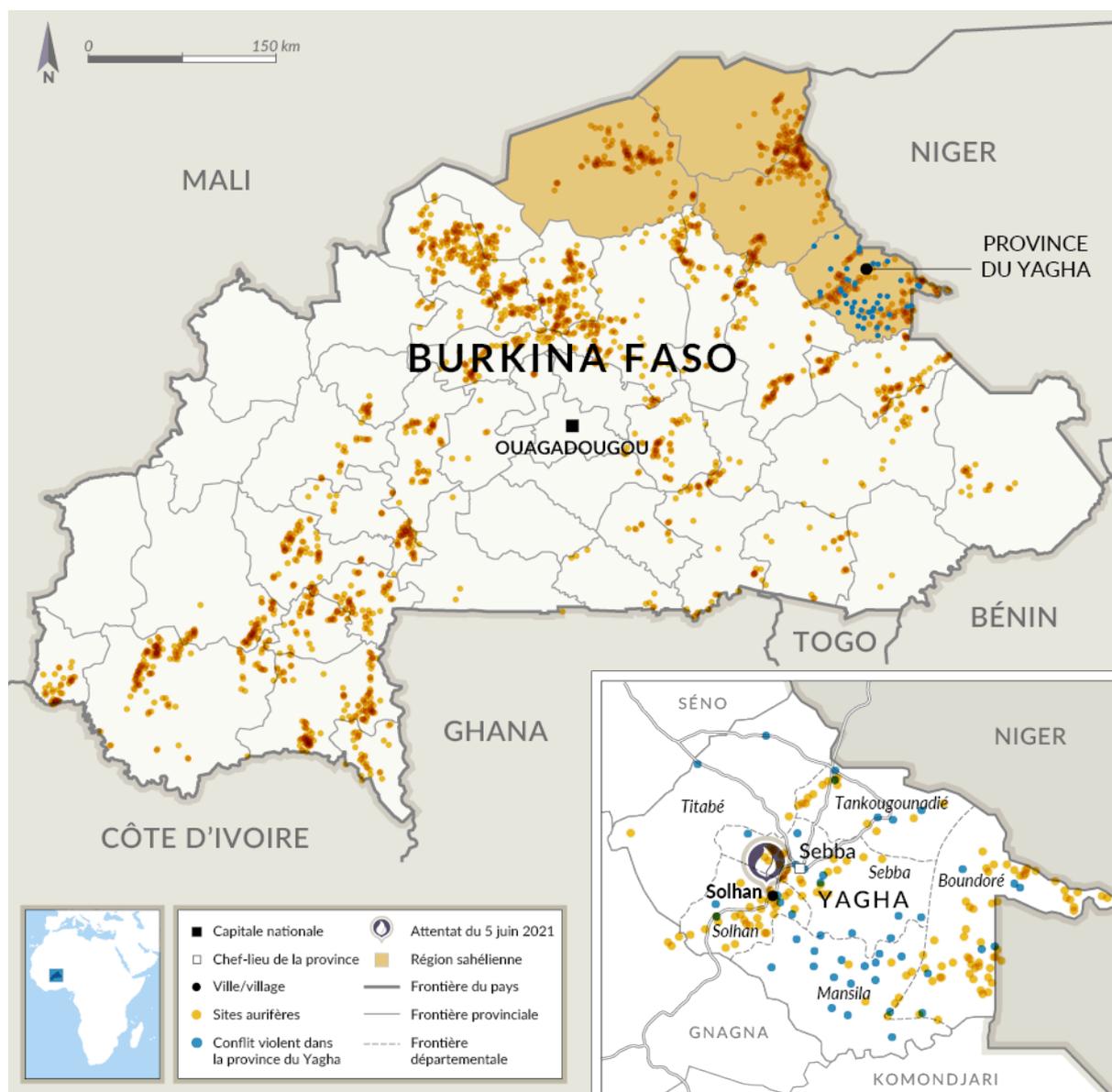


Figure 2 Lieu où a été perpétré l'attentat de Solhan, zones de conflits violents dans la province du Yagha et mines d'or dans le Burkina Faso.

Source: Agence Nationale d'Encadrement des Exploitations Minières Artisanales et Semi-mécanisées (ANEEMAS)

aux mineurs ou leur volent tout simplement de l'argent ou de l'or. Les membres de groupes armés sont également connus pour travailler eux-mêmes dans des mines pour en extraire de l'or. Cela leur donne aussi la possibilité de se fondre dans la population civile locale, sachant que les mines sont pratiques pour dissimuler des armes et permettre aux djihadistes d'accéder à des explosifs, qui peuvent être réutilisés pour fabriquer des engins piégés.

Bien que la dimension de ces économies criminelles au Yagha ne soit pas claire, les groupes armés sont dans une large mesure parvenus à les exploiter pour se procurer de la nourriture, des armes légères, des motos (mode de transport privilégié par les groupes extrémistes au Sahel) et du carburant. Les analystes affirment cependant que ces dynamiques ne sont en aucun cas figées, le contrôle des économies criminelles passant constamment de main en main entre les groupes. La lutte pour le contrôle de ces économies a probablement joué un rôle central dans les récents affrontements entre le JNIM et l'EIGS dans la province du Yagha, selon des experts locaux en matière de sécurité et des sources diplomatiques.²⁰ Hédi Nsaibia estime à environ 500-600 le nombre de membres de groupes djihadistes armés dans la province du Yagha.²¹

Cette concurrence accrue peut être motivée par une période de déficit de ressources parmi les groupes armés. « Nous avons récemment remarqué une pénurie financière parmi les organisations criminelles. Les finances se tarissent, ce qui conduit certains terroristes à attaquer les cantines scolaires pour se procurer de la nourriture », explique Jacob Yaredebatoula, spécialiste des groupes extrémistes à l'Université de Ouagadougou.²² Si les groupes djihadistes ouvrent de nouveaux fronts au Burkina Faso, comme dans les environs de la ville méridionale de Banfora, et à la frontière avec la Côte d'Ivoire, c'est notamment parce qu'ils traversent « des moments difficiles sur le plan financier », indique M. Yaredebatoula.²³

Les déplacements en masse causés par le conflit ont également eu un impact négatif sur l'extraction d'or et d'autres activités économiques dans la province du Yagha, réduisant le nombre de citoyens, de même que l'activité économique de laquelle les groupes extrémistes violents peuvent obtenir le versement de la .²⁴ Les mesures gouvernementales et les attentats extrémistes ont en outre nui aux moyens de subsistance locaux, avec pour conséquences une augmentation des taux de chômage et, par conséquent, un agrandissement du vivier de recrutement des groupes armés.

PRINCIPAUX GROUPES ARMÉS NON GOUVERNEMENTAUX AU BURKINA FASO

JNIM (Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin)

Branche officielle d'Al-Qaïda dans la région et fruit de la fusion en 2017 entre Ansar Dine, le Front de libération du Macina, al-Mourabitoun et Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Bien que le groupe ne se soit formé qu'en 2017, les ancêtres du JNIM, AQMI et al-Mourabitoun, ont revendiqué les attentats de janvier 2016 contre le restaurant Cappuccino et l'hôtel Splendid à Ouagadougou, faisant 30 victimes et lors desquels plus de 170 personnes ont été retenues en otage.

EIGS (État islamique dans le Grand Sahara)

Affilié régional de l'État islamique qui a émergé après une scission au sein du Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest. Le groupe a prêté allégeance à l'État islamique en 2015 et a été officiellement reconnu par ce dernier l'année suivante. L'EIGS a revendiqué une série d'attentats au Mali, au Niger et au

Burkina Faso. En plus de cibler les forces de sécurité de l'État, les troupes internationales présentes dans la région et les populations civiles qui refusent de collaborer, l'EIGS a commencé à cibler les combattants rivaux du JNIM au Burkina Faso en 2020.

VDP (Volontaires pour la Défense de la Patrie)

Créés en janvier 2020 par le gouvernement burkinabè, les Volontaires pour la Défense de la Patrie, connus sous leur acronyme français VDP, étaient initialement constitués de milices d'autodéfense auto-proclamées comme les Kogleweogo. Les volontaires bénéficient de deux semaines de formation par les services de sécurité de l'État et, dans certains cas, reçoivent des armes automatiques. Les VDP ont été accusés de multiples violations des droits humains, comme l'ont documenté plusieurs organisations de défense de l'homme.

Conflit autour d'une mine d'or

Dans ce contexte de difficultés financières, Solhan est devenu un centre névralgique de la lutte que se livrent VDP et groupes extrémistes et qui peut avoir conduit au massacre. C'est là en effet que se trouve l'une des mines d'or les plus rentables de la province. Représentant de l'association minière artisanale, Ousseni Nacanabo estime que les mines d'or du Yagha pourraient potentiellement rapporter 2 milliards de francs CFA (environ 3 millions €) de chiffre d'affaires par an.²⁵

Jacob Yaredebatioula émet l'hypothèse que les VDP ont réussi à sécuriser la zone de Solhan ainsi que les sites miniers, sapant les activités criminelles des groupes extrémistes. « Je pense que c'est l'une des raisons pour lesquelles les VDP et leurs familles ont été directement ciblés. »²⁶ Siaka Coulibaly, du Centre de suivi et d'analyses citoyens des politiques publiques susmentionné, pense également que le massacre était une tentative de prise le contrôle de la mine à des fins lucratives par des groupes extrémistes.²⁷



Vue d'une mine d'or artisanale dans la région du centre-nord du Burkina Faso et ouverture d'un puits de mine, 17 février 2020.

Photo: Henry Wilkins



Un vendeur de journaux à Ouagadougou vend un journal local avec en une le massacre de Solhan du 5 juin 2021.

Photo: Olympia de Maismont/AFP via Getty Images

Après la tuerie de Solhan, le gouvernement a fermé l'ensemble des mines d'or artisanales de la province du Yagha, ce qui montre bien qu'aux yeux des autorités locales, l'extraction d'or est une source de revenus clé pour les extrémistes violents dans la région. Selon Ousseni Nacanabo, l'exploitation minière au Yagha a en

grande partie cessé, bien que certaines exploitations minières se poursuivent illégalement à petite échelle.²⁸ Toutefois, de telles mesures ne feront probablement que déplacer la lutte autour des ressources criminelles, sachant qu'avec l'économie criminelle devrait se développer parallèlement à l'extension du conflit.

Notes

1. France 24, *At least 160 killed in deadliest attack in Burkina Faso since 2015* (Au moins 160 morts dans l'attentat le plus meurtrier survenu au Burkina Faso depuis 2015), France 24, 5 juin 2021, <https://www.france24.com/en/africa/20210605-dozens-of-civilians-killed-in-attack-on-northern-burkina-faso-village>.
2. Entretien avec « Alassane », 26 juillet 2021.
3. *Burkina Faso: Residents' accounts point to mass executions* (Burkina Faso – Les récits des résidents font état d'exécutions massives), Human Rights Watch, 8 juillet 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/07/08/burkina-faso-residents-accounts-point-mass-executions>.
4. Entretien avec « Alassane », 26 juillet 2021.
5. Entretiens avec divers témoins de l'attentat de Solhan, 29 juin 2021.
6. Henry Wilkins et Danielle Paquette, *Child soldiers carried out attack that killed at least 138 people in Burkina Faso, officials say* (Au moins 138 morts dans un attentat perpétré par des enfants soldats au Burkina Faso, selon des responsables), 24 juin 2021, <https://www.washingtonpost.com/world/2021/06/24/burkina-faso-child-soldiers/>.
7. Sam Mednick, *Burkina Faso sees more child soldiers as jihadi attacks rise* (Le nombre d'enfants soldats au Burkina Faso augmente avec la multiplication des attaques djihadistes), Associated Press, 1er août 2021, <https://apnews.com/article/africa-united-nations-child-soldiers-burkina-faso-e28058b0ae92dfa44df9633bc6affcef>.
8. Entretien téléphonique avec un membre des VDP (nom non divulgué) de Sebba, 27 juillet 2021.
9. « Alassane » affirme que l'un de ses agresseurs était une femme. Un colporteur qui s'est caché sur le toit d'un immeuble tout au long de l'attaque indique avoir vu des femmes et des enfants parmi les assaillants.
10. Entretien téléphonique avec un membre des VDP (nom non divulgué) de Sebba, 22 juillet 2021 ; entretien avec Jacob Yaredebatioula, spécialiste des groupes extrémistes à l'Université de Ouagadougou, 23 juillet 2021.
11. *Massacre de Solhan : entre le GSIM et l'EI, l'enjeu de la réputation*, Radio France Internationale, 25 juin 2021, <https://www.rfi.fr/fr/africa/20210625-massacre-de-solhan-entre-le-gsim-et-l-ei-l-enjeu-de-la-r%C3%A9putation>; Henry Wilkins, *Solhan massacre exposes failure to tackle Sahel crisis* (Le massacre de Solhan met en avant l'échec de la lutte contre la crise au Sahel), Al Jazeera, 10 juin 2021, <https://www.aljazeera.com/news/2021/6/10/solhan-massacre-exposes-failure-tackle-sahel-crisis-burkina-faso>.
12. Voir, par exemple, cette déclaration publiée par le JNIM : @Menastream, #BurkinaFaso : Dans un communiqué diffusé localement au #Mali, le #JNIM nie toute responsabilité et condamne le massacre de Solhan, dans la province du #Yagha, Twitter, <https://twitter.com/MENASTREAM/status/1402242166840303616>.
13. Daniel Ezenga et Wendy Williams, *The puzzle of JNIM and militant Islamist groups in the Sahel* (Le puzzle du JNIM et des groupes islamistes militants au Sahel), Centre africain d'études stratégiques, 1er décembre 2020. Le gouvernement du Burkina Faso a quant à lui attribué l'attentat à un nouveau groupe, distinct du JNIM et de l'EIGS, appelé « Mouhadine ». Certains analystes sont sceptiques quant à l'existence réelle de ce groupe, dont le nom semble se rapprocher de celui des « moudjahidines », terme générique utilisé pour décrire les combattants djihadistes partout dans le monde. Voir Fatma Bendhaou, *Burkina Faso : Deux suspects arrêtés dans le cadre de l'enquête sur l'attaque de Solhan*, Agence Anadolu, 29 juin 2021, <https://www.aa.com.tr/fr/africa/burkina-faso-deux-suspects-arr%C3%AAt%C3%A9s-dans-le-cadre-de-lenqu%C3%AAt-sur-lattaque-de-solhan/2288293>.
14. Corinne Dufka, *Armed islamists' latest Sahel massacre targets Burkina Faso* (Le dernier massacre des islamistes armés au Sahel vise le Burkina Faso), Human Rights Watch, 8 juin 2021, <https://www.hrw.org/news/2021/06/08/armed-islamists-latest-sahel-massacre-targets-burkina-faso>.
15. Entretien avec Jacob Yaredebatioula, spécialiste des groupes extrémistes à l'Université de Ouagadougou, 23 juillet 2021.
16. *Marlboro's Man: Philip Morris's representative in Burkina Faso is a known cigarette smuggler* (L'homme de Marlboro – Le représentant de Philip Morris au Burkina Faso est un contrebandier de cigarettes connu), Organized Crime and Corruption Reporting Project, 26 février 2021, <https://www.occrp.org/en/loosetobacco/marlboros-man-philip-morris-representative-in-burkina-faso-is-a-known-cigarette-smuggler>.
17. Entretien avec Ousseni Nacanabo, représentant d'une association minière artisanale, Burkina Faso, 24 juillet 2021.
18. Entretien avec Siaka Coulibaly, analyste au Centre de suivi et d'analyses citoyens des politiques publiques, 21 juillet 2021.
19. Entretien avec Héni Nsaibia, chercheur en chef à l'Armed Conflict Location and Event Data Project et au sein de Menastream, société de conseil en sécurité, 31 juillet 2021.
20. Entretiens avec un diplomate occidental et des experts locaux de la sécurité à Ouagadougou, juin/juillet 2021. Voir également, *Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines* (Sahel 2021 – Guerres communautaires, cessez-le-feu rompus et lignes de front mouvantes), Armed Conflict Location and Event Data Project, <https://acleddata.com/2021/06/17/sahel-2021-communal-wars-broken-ceasefires-and-shifting-frontlines/>.
21. Entretien avec Héni Nsaibia, chercheur à l'Armed Conflict Location and Event Data Project et Menastream, société de conseil en sécurité, 31 juillet 2021.
22. Ibid.
23. Entretien avec le docteur Jacob Yaredebatioula, spécialiste des groupes extrémistes à l'Université de Ouagadougou, 23 juillet.
24. 1,3 million de personnes déplacées à l'échelle nationale par le conflit au Burkina Faso.
25. Entretien avec Ousseni Nacanabo, représentant d'une association minière artisanale, Burkina Faso, 24 juillet 2021.
26. Entretien avec Jacob Yaredebatioula, spécialiste des groupes extrémistes à l'Université de Ouagadougou, 23 juillet 2021.

27. Entretien avec Siaka Coulibaly, analyste et militant burkinabè, 2 juillet 2021.
28. Entretien avec Ouseni Nacanabo, représentant d'une association minière artisanale, Burkina Faso, 24 juillet 2021.

Les bulletins de risque sont des productions régulières de nos observatoires régionaux, qui mobilisent des réseaux de la société civile pour fournir de nouvelles données, et contextualiser les tendances liées aux réseaux criminels organisés, au commerce illicite ainsi qu'aux réponses qu'y apportent les États. Si vous souhaitez vous abonner aux prochains numéros du bulletin de risque, inscrivez-vous ici ou bien envoyez un e-mail à l'adresse Lyes.Tagziria@globalinitiative.net.

À PROPOS DE THE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de 500 experts répartis à travers le monde. Global Initiative fournit une plateforme destinée à promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme composantes d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

www.globalinitiative.net

Ce bulletin de risque est une production d'un projet de la GI-TOC soutenu par l'office allemand des Affaires étrangères. Les opinions exprimées dans ce bulletin ne reflètent pas nécessairement celles de l'office des Affaires étrangères.

Soutenu par



Federal Foreign Office



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME